



Distr.: Générale

CEA-AN/TNG/CIE/XVIII/5
Avril 2003

Original: FRANÇAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

BUREAU DE LA CEA POUR L'AFRIQUE DU NORD (CEA-AN)

Dix-huitième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Tanger (Maroc)
16-18 mai 2003

SECURITE ALIMENTAIRE ET DEVELOPPEMENT
DURABLE EN AFRIQUE DU NORD

Table des matières

Introduction	1
Contexte	1
Concept de sécurité alimentaire et développement durable	2
Objectif du rapport	3
 Chapitre I. Facteurs déterminants de la sécurité alimentaire et développement durable en Afrique du Nord	 4
1.1 Réduire la pauvreté pour réduire la faim	4
1.2 Maîtrise de la croissance démographique	6
1.3 La problématique de l'eau	7
1.4 Les changements climatiques	9
 Chapitre II. Sécurité alimentaire et développement durable en Afrique du Nord. Bilan et perspectives	 11
2.1 Niveau satisfaisant en disponibilités alimentaires	11
2.2 Dépendance marquée vis à vis du marché international pour les produits alimentaires stratégiques	12
2.3 Perspectives	16
. La nouvelle donne alimentaire	16
. Les politiques alimentaires face à la libéralisation des échanges	17
 Chapitre III. Le développement agricole durable : Choix stratégique pour la sécurité alimentaire en Afrique du Nord	 18
 Conclusions et recommandations	 20
 Références bibliographiques	 23

SECURITE ALIMENTAIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE DU NORD

INTRODUCTION

Contexte

1. La sécurité alimentaire est un droit humain et la garantir est un devoir collectif. La reconnaissance de ce droit fondamental, proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) qui confère à « toute personne le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation », a été jalonnée d'étapes décisives. Le Pacte mondial de la sécurité alimentaire (1984) déclare notamment que la sécurité alimentaire relève de la responsabilité commune de l'humanité et nécessite un engagement moral et une coopération internationale.

2. La Conférence internationale sur la nutrition (1992) a par ailleurs soulevé les problèmes de la faim, de la malnutrition et des maladies liées à l'alimentation et a mis l'accent sur l'importance de la pauvreté et de l'ignorance en tant que causes principales de la faim et de la malnutrition dans le monde.

3. Au niveau mondial, pour la première fois, la question de la sécurité alimentaire a été traitée au niveau des Chefs d'Etat lors du Sommet Mondial de l'Alimentation tenu à Rome en novembre 1996. Ce dernier a débouché sur une Déclaration sur la sécurité alimentaire et un Plan d'action entériné par tous les pays participants. La déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire, adoptée à ce Sommet a notamment placé la sécurité alimentaire dans un contexte global en soulignant ses liens avec l'éradication de la pauvreté, la paix, l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles, le commerce équitable et la prévention des catastrophes naturelles et des situations d'urgence provoquées par l'Homme. Par cette déclaration, les pays ont proclamé leur volonté politique et leur engagement commun et national de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays. La déclaration réaffirme en outre le droit de chaque être humain d'avoir à tout moment, une nourriture suffisante, nutritive et saine.

4. Le Plan d'action qui a également été adopté par tous les pays présents à ce Sommet a fixé comme objectif de réaliser la sécurité alimentaire durable pour tous et de réduire la faim de moitié en l'an 2015. Cet objectif a été renforcé par la déclaration du millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000.

5. Malgré l'engagement au plus haut niveau du Sommet mondial de l'alimentation et en dépit des progrès réalisés dans la lutte contre la faim dans le monde, grâce en partie aux avancées technologiques et économiques, selon les dernières estimations de la FAO¹, environ 790 millions de personnes dans les pays en développement souffraient d'insécurité alimentaire en 1995/97, représentant près de 18% de leur population.

¹ FAO. Agriculture: Towards 2015/30, technical Interim Report, April 2000.

6. Les perspectives à court et à moyen terme ne sont, par ailleurs, pas plus rassurantes. Dans son rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde² la FAO note qu'à moins de redoubler d'efforts pour accélérer les progrès, il faudrait 60 ans pour ramener à 400 millions le nombre de personnes sous alimentées dans le monde. Concernant l'Afrique en particulier, les projections de la FAO en matière de production agricole et alimentaire indiquent que l'objectif établi par le Sommet mondial de l'alimentation de réduire de moitié le nombre de personnes mal nourries d'ici 2015 ne sera pas atteint si la question n'est pas abordée avec une détermination renouvelée.

Concept de sécurité alimentaire et développement durable

7. Les préoccupations relatives à la sécurité alimentaire ont évolué avec le temps. Le Plan d'Action de Lagos (1980) a notamment mis l'accent sur l'autosuffisance alimentaire au niveau national. La majorité des pays, notamment ceux à prédominance agricole, ont ainsi placé l'autosuffisance alimentaire parmi leurs objectifs principaux de développement. Par cette approche, les pays ont surtout voulu réduire les déficits alimentaires en renforçant le rôle de l'agriculture. Leur but était également de se prémunir contre tout risque extérieur pouvant affecter la disponibilité de denrées alimentaires par le développement de la production locale.

8. Toutefois l'autosuffisance ne se justifie pas dans toutes les circonstances dans la mesure où son coût peut être excessif et qu'elle peut correspondre à un concept sans portée pratique si certaines productions ne présentent pas d'avantages comparatifs dans le contexte naturel du pays.

9. La sécurité alimentaire peut dans ce cas, se traduire par la capacité permanente d'un pays à produire l'alimentation de base de sa population ou à importer cette alimentation grâce aux ressources en devises étrangères procurées par ses exportations ou par le placement de ses capitaux à l'étranger. Par cette approche, l'accent est mis sur l'accès physique et économique aux aliments. La protection du consommateur contre les fluctuations de l'approvisionnement, que ce soit sur le plan de l'accès physique ou de l'accès matériel aux produits alimentaires constitue également un des éléments importants de cette approche.

10. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, organisée à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, a marqué une étape importante de l'évolution d'un consensus international sur la nécessité d'intégrer les questions environnementales à l'analyse et à la planification de la politique agricole. Cette dernière devait être basée sur la notion de développement durable lequel repose sur le principe fondamental de satisfaire les besoins de la génération présente tout en préservant la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins.

11. C'est dans cette optique que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a mis en place un programme axé sur la sécurité alimentaire et le développement durable dans lequel elle a introduit l'approche mettant en évidence l'importance des relations entre sécurité alimentaire, population et durabilité de l'environnement. Ces relations s'appellent communément la «connexion.» Le programme vise principalement à faire mieux comprendre les relations d'interdépendance qui existent

² SOFI 2001

entre la productivité agricole, l'accroissement de la population et la protection de l'environnement dans une optique à long terme, conformément aux préceptes du développement durable.

12. Sur ces considérations, les pays sont notamment encouragés, dans leurs efforts pour assurer la sécurité alimentaire et le développement durable à tenir compte de cette interdépendance et à s'appuyer sur des politiques appropriées de population et des techniques de gestion efficace de l'environnement.

Objectif du rapport

13. Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du programme de travail du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord lequel prévoit la préparation d'un rapport sur la "sécurité alimentaire et le développement durable" pour être présenté au Comité intergouvernemental d'experts. Ce dernier est notamment appelé à apprécier la pertinence des informations, des analyses et surtout des recommandations du rapport.

14. Il s'inspire d'un certain nombre de documents de base, et d'études ainsi que de données et d'informations extraites de différentes sources dont la liste figure en annexe du rapport. La non disponibilité d'informations et de données au niveau de l'ensemble des pays de la sous-région n'a pas permis de faire une analyse pertinente de tous les aspects ayant trait à la sécurité alimentaire et au développement durable dans la sous-région.

15. Le rapport présente un état des lieux de la situation de la sécurité alimentaire dans les pays de la sous-région tout en mettant en relief les réformes et mesures prises par les gouvernements en vue de consolider la sécurité alimentaire aussi bien au niveau national qu'au niveau des ménages. L'analyse est faite sous l'angle de la suffisance et de la stabilité des disponibilités, de l'accès aux denrées alimentaires, de la qualité et de la sécurité des aliments. Sont également abordées les politiques de développement agricole, la gestion des ressources naturelles, notamment de l'eau, de la gestion des aléas climatiques et la maîtrise de la croissance démographique.

16. Sur la base des contraintes, des atouts et des potentialités qui auront été identifiés, le rapport dégagera des éléments d'appréciation pour le renforcement de la coopération et des synergies entre les pays de la sous-région pour consolider la sécurité alimentaire dans une optique à long terme et conformément aux préceptes du développement durable.

Chapitre I. Facteurs déterminants de la sécurité alimentaire et développement durable en Afrique du Nord

17. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité résultent des effets combinés de divers facteurs tels la pauvreté, le niveau insuffisant de production alimentaire et la dégradation de l'environnement. Les autres facteurs comprennent l'eau, les aléas et conditions climatiques, la faiblesse des revenus des agriculteurs, le service de la dette, la surévaluation des taux de change, l'accroissement de la population qui augmente la pression sur l'utilisation des terres et l'utilisation non durable des ressources naturelles.

18. Par ailleurs, la distorsion et les fluctuations des marchés internationaux des céréales et notamment la concentration de la production dans quelques Etats exportateurs pèsent lourdement sur la sécurité alimentaire des pays déficitaires. La libéralisation des échanges agricoles mondiaux peut également aggraver les difficultés des pays les plus pauvres.

D'où la nécessité d'une approche holistique, abordant les problèmes dans leur globalité.

19. Dans beaucoup de pays en développement, la question de la sécurité alimentaire est devenue critique dans la mesure où la production agricole par habitant a accusé une baisse sensible au cours de ces dernières décennies et que par ailleurs, le faible pouvoir d'achat des pauvres ne leur permet pas de se procurer des denrées de remplacement. En outre, les prévisions à long terme laissent présager une continuation, voire même une aggravation de l'insécurité alimentaire, notamment en Afrique subsaharienne.

1.1 Réduire la pauvreté pour réduire la faim

20. La pauvreté reste le principal obstacle à la sécurité alimentaire. Les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté ont un revenu trop bas pour avoir accès aux ressources requises pour produire des aliments (terre, approvisionnements, crédits) ou pour acheter de la nourriture. Ils sont particulièrement touchés en cas de hausse des prix.

21. La troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue en mai 2001 à Bruxelles a notamment souligné que la réduction de la pauvreté doit nécessairement aller de pair avec des initiatives dans le secteur agricole visant à l'éradication de la faim et de la sous-alimentation. Le Sommet Millénaire tenu à New York en septembre 2000 renouvelle, quant à lui, l'engagement international de réduire la pauvreté absolue de moitié d'ici l'an 2015. Toutefois avec les tendances actuelles, cet objectif ne sera pas atteint, du moins dans la plupart des pays africains.

22. En **Mauritanie** notamment, la pauvreté reste inquiétante et multidimensionnelle. Les niveaux de pauvreté absolue (50,5% de la population) et de sa distribution (33% vivant sous le seuil de la pauvreté extrême) restent élevés, marquant ainsi la fragilité des groupes vulnérables. Les groupes les plus touchés sont les populations rurales, notamment les indépendants agricoles, ainsi que les urbains résidents dans les quartiers périphériques des grandes villes et les femmes. Ces dernières sont d'ailleurs très vulnérables en terme de bien-être, notamment dans les ménages monoparentaux dont elles ont la charge. Cela s'accompagne de déficiences de l'état nutritionnel d'une proportion importante des mères mais surtout des enfants. Dans les zones rurales, quelque soit les régions considérées, ce sont les agriculteurs qui constituent la classe la plus pauvre puisque respectivement 64% et

73,5% d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté dans la région du fleuve et dans d'autres régions.

23. Les informations disponibles soulignent toutefois la volonté du gouvernement mauritanien de placer, dans une optique participative, la lutte contre la pauvreté au cœur des politiques économiques et sociales et de son partenariat avec les bailleurs de fonds.

24. La **Tunisie** est citée par la FAO parmi les 12 pays à travers le monde dont les réalisations dans le domaine de la sécurité alimentaire sont encourageantes. En Tunisie, la lutte contre la pauvreté est considérée comme le moyen le plus efficace visant à consolider la sécurité alimentaire. Les choix fondamentaux et les principales actions menées dans ce contexte sont basées sur des politiques intégrées et cohérentes dans les domaines de la population, de l'éducation et la santé, de l'émancipation de la femme, de l'affectation des ressources, de la gestion et l'utilisation des ressources disponibles, du développement de la solidarité nationale et la lutte contre la pauvreté

25. La stratégie tunisienne pour lutter contre la pauvreté repose sur une démarche intégrée à deux dimensions consistant d'une part, en un traitement économique prioritaire visant à garantir aux couches sociales les plus démunies un niveau de vie décent et en un traitement social permettant au noyau dur de la pauvreté de jouir d'une protection sociale et d'une assistance spécifique d'autre part.

26. La politique de l'emploi constitue sans doute l'axe central de la politique sociale en général et de la stratégie de lutte contre la pauvreté en particulier. Ainsi l'augmentation des revenus et de la disponibilité alimentaire a contribué à une réduction importante de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a diminué de 22% en 1975 à 6,7% en 1990 et la malnutrition s'est considérablement réduite chez les groupes les plus pauvres de la population.

27. Au **Maroc**, la pauvreté affecte actuellement quelque 3,4 millions de personnes dont 1,8 millions sont sujets à des conditions de vie très précaires³. Les études montrent que la pauvreté au Maroc est de plus en plus, une caractéristique du milieu rural, et qu'elle touche davantage les femmes, les personnes âgées et les enfants. Plus de 70% des pauvres sont observés dans les zones rurales et plus particulièrement dans les régions qui ont peu bénéficié de l'investissement des pouvoirs publics en infrastructure économique et sociale.

28. Toutefois, il apparaît que, quelque soit l'approche retenue pour mesurer la pauvreté, celle ci a enregistré un recul notable de 1971 à 1991, se traduisant par une réduction de moitié pour s'établir à 3,4 millions en 1991, représentant 13% de la population, au lieu de 21% en 1985. Cette régression de la pauvreté est notamment attribuée à l'accès de la population à un niveau de vie élevé (éducation, formation, activités lucratives, services sociaux, planification familiale, etc.). Mais elle est aussi une conséquence des options de politique économique ayant contribué au maintien de l'amélioration enregistrée au cours de la décennie 80 et au début des années 90.

29. Comme dans les autres pays en développement, la pauvreté en **Algérie**, se situe essentiellement en milieu rural où vivent 75% de l'ensemble des pauvres⁴. L'accroissement

³ Royaume du Maroc. Premier Ministère. Ministère de la prévision économique et du plan. PNUD. Décembre 1998.

⁴ Banque mondiale, 1999.

de la pauvreté résulte notamment de la baisse des revenus pétroliers à partir de 1986, de la hausse de l'endettement et du service de la dette et de la baisse des activités économiques consécutive à ces phénomènes.

30. La politique de lutte contre la pauvreté en milieu rural mise en place par l'Algérie comprend plusieurs volets dont le projet « Programme emploi rural », financé par la Banque mondiale qui doit permettre la réalisation, au bénéfice des petits et moyens agriculteurs, d'activités d'amélioration foncière, de plantations fruitières et de viticulture. D'autres institutions dépendant d'autres départements ministériels sont également impliquées dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi le "filet social" instrument mis en place avec le Programme d'ajustement structurel en 1994 est géré par l'Agence pour le développement social, relevant du Ministère de la solidarité nationale. Ce programme a été établi pour venir en aide aux plus démunis en compensation du désengagement de l'Etat dans le domaine du soutien des prix des biens de large consommation, de la santé et du logement.

1.2. Maîtrise de la croissance démographique

31. La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) constitue une étape importante dans l'évolution d'un consensus international autour de la relation qui existe entre la population et l'environnement. L'Agenda 21, comme d'autres instances internationales sur la population et développement, ont mis en évidence les défis posés par la croissance démographique, la rapide dégradation de l'environnement et la pauvreté et souligne leur interdépendance et leur caractère à long terme. L'accroissement démographique est l'élément central de cette connexion (nexus) du fait que, dans beaucoup de cas, il dépasse la croissance économique en général et la production alimentaire en particulier. Le ralentissement de la croissance démographique peut alors être, dans certaines conditions, une composante majeure des stratégies visant à la consolidation de la sécurité alimentaire au niveau national.

32. La démographie des pays de l'Afrique du Nord, à quelques exceptions près, se démarque de celle des autres pays d'Afrique et se distingue par une baisse de la fécondité. Dans l'ensemble, les pays du Maghreb ont réussi à contrôler et à maîtriser la croissance de leur population. Depuis la fin des années 1980, les populations du Maghreb augmentent moins vite. Le nombre des enfants par femme a tendance à se rapprocher de plus en plus de celui des femmes dans les pays développés (2-3 enfants par femme) sauf dans les campagnes. La maîtrise de l'accroissement démographique aura nécessairement un impact sur les projections futures des besoins en denrées alimentaires, notamment les céréales.

33. Cette baisse de la fécondité s'explique par un certain nombre de facteurs dont notamment les progrès de la scolarisation, l'amélioration du niveau de vie, la santé, le travail des femmes, la planification familiale, le recul de l'âge au premier mariage, etc..

34. En **Tunisie**, la maîtrise de l'accroissement démographique est perçue comme un facteur primordial devant atténuer la pression sur les biens de consommation et les services et permettre à l'Etat, par l'allègement des charges, de mettre en œuvre sa politique sociale au profit de toutes les couches de la population. A cet égard, la Tunisie est considérée comme exemple de pays africain ayant réussi une transition démographique. Une estimation par échantillonnage depuis le recensement de 1994 indique un taux de

croissance démographique de 1,32% en 1997; 1,23% en 1998 et 1,15% en 1999⁵. Une baisse future plus rapide encore du taux d'accroissement démographique est attendue dans les prochaines années. Ainsi, selon les projections officielles de l'Institut national de la statistique (INS), l'évolution de la population dans les trente prochaines années serait en toutes hypothèses, comprise entre 1,5% en 2000, 1,3% en 2010, 1,1% en 2020 et 0,9% en 2025.

35. En **Algérie**, la croissance démographique connaît une baisse considérable depuis le début des années 90; le taux de croissance démographique est en effet passé de 2,49% en 1990 à 1,63% en 1997 (Office national de la statistique - ONS, 1997).

36. Dans les années 60, le **Maroc** connaissait une croissance démographique très forte. Une analyse faite par les Nations Unies (SNU) indique que le retard dans la prise en compte de cette évolution démographique a neutralisé l'impact des efforts en matière de développement des services sociaux et d'équipement en milieu rural. Ce phénomène aurait contribué à l'élargissement des disparités entre milieux rural et urbain, considéré comme principale contrainte de développement actuel du Maroc. Néanmoins depuis le début des années 80, le rythme de croissance de la population a connu une baisse soutenue. Le taux d'accroissement démographique est estimé aujourd'hui à 1,7%, contre 2,06% en moyenne sur la période 1982-1994. Le recul de l'âge au premier mariage, un plus grand espacement des naissances et de l'expansion de la pratique de la contraception ont eu un impact significatif sur l'indice synthétique de fécondité (ISF) lequel a fortement baissé au cours des dernières années. Toutefois, il existe une disparité de l'ISF selon les groupes de revenus. Ainsi les ménages les plus pauvres continuent à avoir les taux les plus élevés, à savoir 5 enfants par femme pour les ménages du quintile le plus pauvre, contre 1,8 pour le quintile le plus riche⁶

1.3 La problématique de l'Eau, facteur majeur de la sécurité alimentaire en Afrique du Nord

37. L'accès à l'eau est un autre facteur important qui influence la sécurité alimentaire dans les régions arides et semi-arides où elle est devenue critique pour l'agriculture et la réduction de la pauvreté. Les ressources hydrauliques représentent une préoccupation d'avenir à l'échelle de la communauté internationale et au niveau de chaque pays. L'agriculture emploie 70% du total de l'eau utilisée et près de la moitié de la production alimentaire dans le monde provient de terres irriguées.

38. Dans de nombreuses régions, la production agricole est limitée plus par la pénurie d'eau que par la pénurie de terres, ce qui peut avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire. En raison du manque de fourrage et d'eau dans de nombreux endroits, les perspectives sont également défavorables pour les éleveurs, notamment pour les petits éleveurs qui dépendent en grande partie de leur troupeau pour assurer leur subsistance.

39. Dans les pays méditerranéens en général et de l'Afrique du Nord en particulier, la question hydraulique est en passe de changer rapidement sous la pression démographique

⁵ Résultats d'enquête de l'Institut national de la statistique - INS

⁶ ENNV 1998/1999.

et des aléas climatiques. Les défis de l'eau resteront posés pour les trente prochaines années.

40. Dans l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord, la ressource en eau, rare et aléatoire, est un facteur limitant du développement agricole, économique et social, qui sont très étroitement liés à l'exploitation intensive du capital hydrique. En effet, les ressources hydriques dont disposent les pays de la sous-région sont très limitées et les données disponibles indiquent une baisse progressive du volume des précipitations dans presque tous les pays de la sous-région.

Beaucoup de pays vont atteindre la limite de leurs sources d'approvisionnement en eau disponible. Cette situation peut être attribuée tant aux changements climatiques qu'aux changements dans l'utilisation des terres dans de vastes parties de la sous région, impliquant notamment la déforestation et le pâturage abusif dans des terres agricoles.

41. Dans une conjoncture de raréfaction de la ressource en eau, de croissance démographique et de la dégradation des ressources naturelles, il semble désormais impératif, selon les experts, de diminuer les prélèvements en eau *per capita* si l'on veut satisfaire les demandes. L'évolution de la demande en eau et en aliments en liaison avec la démographie, l'urbanisation et le développement économique et social nécessite en conséquence une véritable stratégie de gestion rationnelle des ressources en eau pour faire face aux besoins de plus en plus croissants de la population et de l'agriculture.

42. Au **Maroc**, l'eau est devenue un facteur limitant de la production agricole, mais également une ressource naturelle limitée. Ceci est dû à une croissance démographique élevée, à une demande en eau de plus en plus forte par des secteurs autres que l'agriculture, notamment l'industrie, à une mauvaise gestion de cette ressource par les agriculteurs eux-mêmes et aux sécheresses qui sont devenues de plus en plus fréquentes. En outre, il apparaît que les disponibilités en eau d'irrigation et de l'approvisionnement en eau potable des populations, principalement en milieu rural sont en diminution.

43. Face à deux problèmes importants - la pénurie d'eau due aux différents cycles de sécheresse, en premier lieu, et à la pollution des eaux en second lieu- le Maroc a mis en place une stratégie depuis plusieurs années incluant des actions de sensibilisation des populations à une bonne gestion des ressources en eau. A cet égard, la campagne menée par l'Office national de l'eau potable (ONEP) en partenariat avec les différents ministériels concernés et les ONGs locales a notamment comme objet d'informer et de sensibiliser le public, en particulier les élèves des écoles et collèges dans les différentes villes et centres ruraux du Royaume sur l'importance vitale de l'eau pour l'avenir du pays et la nécessité impérieuse de sa préservation.

44. La création du Conseil supérieur de l'eau et du climat placé sous le haut patronage de sa Majesté le Roi témoigne notamment de la haute priorité accordée par le Maroc au secteur de l'eau. De nombreuses manifestations consacrées au thème de l'économie de l'eau ont également été organisées aux niveaux régionaux, nationaux, avec des chercheurs et des spécialistes notamment.

45. La **Tunisie** fait partie des 20 pays au monde classés dans la catégorie des pays pauvres en eau⁷. Depuis son indépendance elle avait mené une politique de mobilisation totale, une planification régionale et une gestion rigoureuse des eaux continentales afin de prévenir toute pénurie occasionnelle ou locale de l'eau et de satisfaire les besoins économiques et, surtout agricoles et alimentaires du pays.

46. Les ressources régularisables (garanties annuellement) réparties par tête d'habitant sont passées depuis 1945 en dessous du seuil de 1000m³ et diminuent d'année en année sous le seul effet de la croissance démographique pour n'être plus égales aujourd'hui qu'à 330m³ par habitant et par an. Selon toute hypothèse, de l'évolution démographique, il faudra se contenter en Tunisie de moins de 300m³ par habitant/an. Ainsi, dans une conjoncture de raréfaction des ressources en eau déjà très limitées, les objectifs futurs seront impérativement une utilisation rationnelle de l'eau, tout en optimisant la rentabilité de l'irrigation et de la production agricole.

1.4. Les changements climatiques

47. L'insécurité alimentaire varie également en fonction des campagnes agricoles qui fluctuent au gré des changements climatiques, créant des situations de sous-alimentation saisonnière surtout en zones rurales.

48. Selon les résultats des travaux du groupe Intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat en Afrique du Nord, la détérioration des conditions climatiques a déjà contribué à l'avancée de la désertification et forcé les populations à migrer en direction des zones côtières les plus peuplées du Nord. Aussi, les terres fertiles qui pourraient être utilisées à des fins agricoles sont occupées par les habitations urbaines.

49. Une sécheresse récurrente et prolongée durant plusieurs décennies a marqué la sous-région, causant parfois un déficit alimentaire important dans certains pays et une dégradation des terrains de parcours, des terres cultivables irriguées et de la fertilité des sols et induisant, surtout dans les zones rurales, un accroissement de la pauvreté, une dégradation de la qualité de vie et une accélération des phénomènes de migration.

50. A l'aube du troisième millénaire, l'agriculture dans l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord reste confronté à un problème de fonds: celui de sa vulnérabilité devant l'aléa climatique, prise comme une donnée fondamentale dans la plupart des pays de la sous-région. La sécheresse, avec ses divers degrés de fréquence et d'intensité, constitue un phénomène commun dans la sous-région. Elle est aujourd'hui, devenue la règle et non l'exception. De ce fait, les politiques agricoles et les programmes doivent être repensés en vue d'une meilleure prévision et gestion du risque au lieu d'une gestion de la crise.

51. Parmi les conséquences les plus visibles de ce fléau, les plus évidentes comprennent la dégradation des terres de parcours, des terres cultivables irriguées, de la fertilité des sols, ce qui induit, notamment dans les zones rurales, un accroissement de la pauvreté, une dégradation de la qualité de vie et une accélération des phénomènes de migration.

52. La lutte contre la désertification d'une façon intégrée demeure une activité essentielle pour la sous-région. Des efforts louables ont été déployés dans les pays pour donner une

⁷ Selon les instances internationales compétentes, sont qualifiés de pays pauvres en eau ceux qui disposent de moins de 1000m³/habitant/an

priorité à la prise en compte de l'aléa climatique dans les politiques de développement du secteur agricole.

53. De par sa situation géographique, entre deux ceintures climatiques et entre l'anticyclone des Açores et la dépression saharienne, le **Maroc**, subit de plein fouet les impacts des changements climatiques qui se traduisent par des épisodes fréquents de sécheresse et une forte pression sur les ressources en eau. Les sécheresses fréquentes et intenses, les inondations dévastatrices, la réduction de la durée d'enneigement des Sommets du Rif et de l'Atlas, la modification de la répartition spatio-temporelle des pluies, sont autant de phénomènes qui ont déjà affecté le Maroc⁸.

54. Le programme de lutte contre les effets de la sécheresse pour l'été et l'automne 1999 mis en place par le Maroc s'articule autour de 4 principaux axes se rapportant à l'approvisionnement en eau potable des zones souffrant de pénurie en eau, à la sauvegarde et la protection du cheptel, au traitement du problème de l'endettement des agriculteurs et à l'ouverture de chantiers à caractère socio-économique. L'allègement du fardeau des dettes des agriculteurs s'effectue notamment à travers la Caisse nationale de Crédit Agricole par un rééchelonnement de la dette agricole sur une période de 15 à 20 ans et l'annulation partielle en faveur des petits agriculteurs.

55. Le Maroc a également mis en place une stratégie à moyen et long termes prenant en considération la vocation naturelle des différentes espèces et variétés à s'adapter aux fluctuations climatiques. Il faut aussi signaler la création de l'Observatoire national sur la sécheresse ayant pour mission d'analyser ce phénomène dans les zones touchées et d'évaluer la situation en vue de mesures appropriées. Par ailleurs les Chambres agricoles sont appelées à jouer un rôle capital dans la conjugaison des efforts pour contribuer au développement agricole.

⁸ Extrait du document présenté à Marrakech (COP7 Marakkech, le 1^{er} /11/01) *le Matin du 2 novembre 2001*

Chapitre II. Sécurité alimentaire et développement durable en Afrique du Nord. Bilan et perspectives.

56. La sécurité alimentaire a toujours été un des objectifs de toutes les politiques de développement économique et social des pays de la sous-région. D'exportateurs, certains pays de la sous-région sont devenus importateurs nets de produits alimentaires. Néanmoins, des progrès louables ont été accomplis par les pays en matière de sécurité alimentaire.

2.1. Niveau satisfaisant en disponibilités alimentaires

57. La plupart des pays de la sous-région ont déjà réalisé des niveaux très élevés de sécurité alimentaire. Les informations disponibles révèlent que les besoins alimentaires sont globalement satisfaits. Les apports énergétiques par habitant s'établissent à 3 100 Kcal/jour (norme établie à 2700 Kcal) en moyenne pour la satisfaction des besoins nutritionnels d'une vaste majorité de la population. Mais cette moyenne masque des disparités significatives entre les pays. A cet égard, les progrès réalisés dans ce domaine, ont été observés notamment au **Maroc** et en **Tunisie**.

58. Par ailleurs, le degré d'insécurité alimentaire varie en fonction des campagnes agricoles qui fluctuent au gré des changements climatiques et elle affecte différemment les régions agro-climatiques et les groupes de population. Par exemple, la sous-alimentation saisonnière ou chronique touche 20% de la population en **Mauritanie** et 3% en **Libye**⁹.

Tableau 1. Pourcentage de personnes sous alimentées en Afrique du Nord
(% population totale, 1996-98)

Pays	
Algérie	5.0
Egypte	4.0
Libye
Maroc	5.0
Mauritanie	13.0
Soudan	18.0
Tunisie
Afrique	27.0

Source : Nations Unies. Division de la population, DESA « Population, Environment and Development », New York, 2001.

⁹ Etudes de la FAO élaborées sur la base des projets nationaux de stratégie pour le développement agricole. UMA. Rome, 4 août 1999.

59. En **Tunisie**, les politiques des pouvoirs publics ont eu un impact certain sur la consolidation de la sécurité alimentaire. Les performances enregistrées par l'économie tunisienne ont contribué à améliorer le niveau de vie de la population dans son ensemble. Les disponibilités actuelles sont largement suffisantes pour couvrir les besoins globaux de la population. Quant aux disponibilités énergétiques moyennes par personne et par jour, elles sont en constante en augmentation : de 2000 kcal au début des années 60, elles sont estimées à 3500 Kcal actuellement¹⁰.

60. La consommation alimentaire est suffisamment diversifiée. L'excédent de l'apport quotidien en calories par rapport aux besoins nutritionnels (3500 au lieu de 2145 calories par personne) s'explique par une consommation élevée en céréales avec 187kg /pers/an, en huiles (23kg) et en sucre (16,1kg) mais une consommation relativement faible en produit laitier (40kg) et en poisson (5,8kg).

61. La stabilité des disponibilités est assurée par la constitution de stocks régulateurs notamment pour les produits stratégiques (céréales, huile, sucre) lesquels permettent de répondre à une consommation contrôlée de deux mois minimum. Des mesures ont été instaurées pour maîtriser l'évolution des prix à la consommation en vue d'atténuer les effets négatifs éventuels de la libéralisation sur le pouvoir d'achat de la population.

2.2. Dépendance marquée de la sous-région vis à vis du marché international pour les produits alimentaires stratégiques

62. Pour l'ensemble de la sous-région, la production agricole ne satisfait qu'une partie de la demande alimentaire, notamment en céréales et en sucre. Mais la situation varie selon les pays et selon les années car elle dépend dans une large mesure des résultats des campagnes agricoles qui fluctuent au gré des changements climatiques. D'où le recours aux importations, continuellement en hausse. Cette forte dépendance alimentaire de la sous-région pèse lourdement sur la balance commerciale et représente un fort pourcentage de la dette.

63. Pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, les importations alimentaires représentent entre 20 et 25% des importations totales et elles devraient augmenter considérablement durant les prochaines années. La valeur des importations alimentaires par rapport à celle des exportations pour l'ensemble de ces pays a évolué comme suit : de 14% en 1980 à 12% en 1990 et 17% en 1995, avec une croissance marquée pour la Mauritanie et le Maroc. Les exportations de produits agricoles, malgré quelques progrès, restent marginales par rapport aux importations et représentent environ 4% du total des exportations.

64. Le secteur **céréalier** est le secteur le plus sensible dans les pays de la sous-région, ce qui explique l'attention particulière qui lui est consacrée par les pouvoirs publics. La filière céréalière continue à être approvisionnée par les importations dans des proportions diverses selon les variétés, les pays concernés et, dans une large mesure, des résultats de la campagne agricole.

¹⁰ FAO. Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord. Tunis

Tableau 2. Importations céréalières en Afrique du Nord, 1995-1999 (quantité en Mt)

Pays	Année									
	1995		1996		1997		1998		1999	
	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé
Algérie	6.140.587	3.504.679	3.994.471	1.971.633	6.193.163	3.508.490	5.663.659	3.666.000	5.765.668	4.099.000
Libye	1.721.227	351.952	1.571.203	315.000	2.318.921	352.000	2.031.060	285.000	1.689.846	298.000
Maroc	3.596.320	2.549.113	2.889.998	2.240.101	2.761.614	2.054.828	4.088.045	2.581.080	4.379.395	2.814.760
Mauritanie	226.708	52.000	284.865	55.000	368.176	108.000	800.213	527.000	501.210	250.000
Soudan	425.765	107.381	439.520	202.651	703.570	338.271	794.112	343.000	656.457	371.000
Tunisie	2.690.595	1.652.381	1.231.980	860.299	1.971.749	1.205.319	1.953.172	1.320.029	2.015.353	1.086.451
Égypte	7.972.001	5.069.599	8.641.115	6.008.000	10.077.096	6.902.000	10.481.824	7.344.000	9.663.681	5.962.000

Source : FAOSTAT

Tableau 3. Importations céréalières en Afrique du Nord : 1995-99, valeur (1000\$)

Pays	Année									
	1995		1996		1997		1998		1999	
	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé	Total	Blé
Algérie	1.226.167	729.153	1.079.260	495.214	1.355.106	730.442	831.997	572.000	644.487	465.000
Libye	398.567	92.677	404.548	83.000	451.345	88.000	305.915	54.000	198.715	37.000
Maroc	616.913	468.225	608.316	474.645	468.893	366.082	548.795	388.463	563.154	389.458
Mauritanie	52.750	13.000	68.860	15.000	77.860	20.600	164.260	107.000	100.580	50.000
Soudan	100.710	30.281	109.418	47.515	148.923	77.633	163.900	82.000	83.500	46.000
Tunisie	434.989	301.321	257.804	184.408	315.903	205.254	293.940	216.687	233.863	133.097
Égypte	1.295.309	875.680	1.699.986	1.232.024	1.228.969	821.048	1.165.761	760.000	951.244	547.000

Source : FAOSTAT

65. En **Mauritanie** par contre, le riz et les céréales traditionnelles (sorgho, maïs) constituent les deux composantes essentielles de la production céréalière. La production nationale, largement dominée (70 à 80%) par les céréales traditionnelles ne couvre que 30 à 40% des besoins du pays. Ainsi 50% des besoins en riz, produit de base dans l'alimentation du mauritanien qui en consomme 47 kg/an, sont couverts par les importations. A cet égard, la Mauritanie bénéficie également d'aides alimentaires.

66. L'**Algérie** a assuré sa sécurité alimentaire grâce aux encouragements donnés aux agriculteurs mais aussi surtout grâce à l'utilisation de la rente pétrolière, souvent aux dépens des importations de biens d'équipements et de services productifs nécessaires à la relance de l'économie. Le potentiel d'autosuffisance du pays en céréales est de 50%. Le recours à l'importation est donc nécessaire pour combler les besoins de la population entière à raison de 180kg/an/ personne. L'Algérie passe d'ailleurs pour l'un des plus gros importateurs de céréales dans le monde. Mais pour des raisons évidentes de politique sociale, les importations alimentaires n'ont pas baissé du fait de la crise économique et des difficultés de paiements extérieurs.

67. Par contre, l'**Algérie** satisfait entièrement ses besoins en fruits et légumes, en pomme de terre, en tomate industrielle et en viandes (à 95%) mais importe en totalité ses besoins en sucres, huiles de table et café, lait et produits laitiers. En définitive, selon des études

disponibles, l'Algérie ne pourra pas réaliser la performance de satisfaire ses besoins à 100% même avec les meilleures conditions possibles, ses capacités s'élevant à 60%, tout au plus à 65%.

68. En **Tunisie**, les céréales occupent une place de choix dans l'alimentation des populations et sont perçues comme produits de première nécessité. La consommation annuelle est assez élevée : 219 kg/an/personne toutes céréales confondues (75kg pour la farine, 67 kg pour la semoule). L'amplitude de la variation de la production des cultures en sec par suite des aléas climatiques est telle que le recours à l'importation a toujours été considéré comme l'unique moyen de stabiliser les approvisionnements en produits pour lesquels l'agriculture tunisienne n'est pas suffisamment compétitive. Toutefois malgré la grande variabilité de la production céréalière d'une année à l'autre, la tendance générale est à la hausse notamment à la suite de la création et de l'expansion des cultures céréalières irriguées, surtout depuis les années 80.

69. Le gain de production enregistré est notamment dû à l'amélioration des techniques culturales et surtout au remplacement des variétés anciennes tardives par des variétés précoces et à potentiel génétique de rendement plus élevé. Sauf en année de sécheresses exceptionnelles, les rendements à l'hectare enregistrent une amélioration très nette ces dernières années.

70. Mais ces projections de production ne suffisent pas à satisfaire les besoins individuels, corrélativement à l'accroissement de la population et l'importation est toujours considérée comme l'unique moyen de stabiliser les approvisionnements et ce dans le cas des produits pour lesquels l'agriculture tunisienne n'est pas suffisamment compétitive.

71. Au **Maroc**, le déficit annuel en céréales tourne autour de 4 millions de tonnes (les taux d'approvisionnement pour les céréales se situent en moyenne aux environs de 80%) et est en passe de devenir un phénomène structurel. La variabilité du PIB agricole s'explique par l'importance des céréales dans l'agriculture. Ces dernières occupent plus des deux tiers de la surface agricole utile (SAU), 70 à 75% des terres en bour et 35 à 40% des terres irriguées. Mais l'importance des céréales a diminué au fil des années et les fruits et légumes prédominent aujourd'hui dans l'agriculture marocaine. La libéralisation du commerce intérieur et extérieur des céréales, décidées par l'Etat ne semble pas avoir eu d'effets directs sur la productivité enregistrée par les exploitants, laquelle est restée faible.

72. La **Libye** ne produit que 8,28 % de ses besoins en céréales avec une consommation spécifique de 196 kg/personne/an. La Libye est aussi grand consommateur de pâtes alimentaires lesquelles sont importées en totalité.

73. L'agriculture **égyptienne** qui est surtout attachée au Nil contribue pour près de 20% du PIB et emploie plus d'un tiers de la population active. C'est un secteur qui dépend de l'irrigation avec les eaux du Nil pour 96% de sa production. Malgré une production céréalière importante avoisinant les 200 millions de quintaux, l'Egypte n'est pas autosuffisant en produits alimentaires.

74. En conclusion, la filière céréalière dans la sous-région de l'Afrique du Nord continue à être approvisionnée par les importations dans des proportions diverses selon les produits (blé dur, blé tendre) et les pays concernés (moins de 50% pour la Tunisie et le Maroc, plus de 70% pour l'Algérie et la Libye).

75. Le **sucre** est, comme les céréales, un produit important dans les habitudes alimentaires des populations de l'Afrique du Nord et fait également l'objet de consommation importante, notamment en **Libye** (37,8 kg par personne et par an) au **Maroc** (32,5 kg par personne /an), et en **Tunisie** (25,8 kg /an/habitant). C'est un secteur qui n'a pu réaliser que des performances modestes malgré l'importance des moyens financiers mis en place. A cet égard, l'**Algérie** a abandonné la culture betteravière en 1983 et exploite les sucreries pour le raffinage du sucre roux importé. En **Tunisie**, la surface emblavée a été réduite de moitié passant de 6000 ha à 3000 ha en 1999 et la production couvre moins de 10% des besoins estimés à 200 000 tonnes/an. Au **Maroc** la production plafonne et ne couvre que 52% des besoins du pays.

Tableau 4 : Importations de sucre brut, 1995-1999 (Quantité en tonnes)

Pays	Année				
	1995	1996	1997	1998	1999
Algérie	728.344	664.345	439.690	954.654	1.052.234
Libye	160.799	214.139	227.187	321.765	220.674
Maroc	477.705	512.663	586.514	561.885	467.445
Mauritanie	80.022	81.022	92.000	152.000	156.000
Soudan	2.298	888	1.196	2.391	1.413
Tunisie	192.375	248.887	251.696	313.195	296.159
Égypte	577.339	777.580	1.378.470	1.126.117	1.205.900

Source : FAOSTAT

Tableau 5 : Importation de sucre total (Equivalent brut), 1995-99, valeur (1000\$)

Pays	Année				
	1995	1996	1997	1998	1999
Algérie	315.070	256.807	151.608	278.500	234.000
Libye	70.297	86.000	83.002	93.013	36.013
Maroc	154.594	154.768	159.718	155.221	134.923
Mauritanie	4.800	24.600	24.000	34.000	27.000
Soudan	849	461	450	650	330
Tunisie	67.410	84.375	78.303	89.542	66.333
Égypte	215.004	256.458	355.013	289.500	273.500

Source : FAOSTAT

76. Les **huiles alimentaires** constituent également une composante fondamentale dans la nourriture des populations d'Afrique du Nord, et à ce titre, sont considérées comme stratégiques et bénéficient donc d'un soutien de la part des pouvoirs publics.

77. Concernant les autres produits alimentaires, la **Mauritanie** est excédentaire en viande, notamment en viandes rouges dont les excédents sont importants : 30% de la viande bovine, soit 6500 tonnes; 15% de la production de viande ovine/caprine soit 4900 tonnes et 33% de sa production de viande caméline, soit 5700 tonnes. Malgré une production laitière importante (équivalent à 150l/ha/an), la Mauritanie importe des quantités non négligeables de lait stérilisé et de lait en poudre. Ceci est attribué en partie à l'absence d'un système de collecte et de transformation permettant de valoriser la production dans les centres de

consommation. A cet égard, un début d'industrialisation de cette filière est en train de se mettre en place avec l'implantation d'usines de conditionnement de lait (Nouakchott, Kiffa, Aïoun). Dans le domaine de la pêche, la côte mauritanienne compte parmi les plus riches du monde, en particulier en poisson de fond et la ressource halieutique représente actuellement 56% des exportations du pays.

78. **Au Maroc**, les taux d'approvisionnement se situent au tour de 35% environ pour les huiles; 100% pour les viandes et 85% pour le lait et ses dérivés (non compris le beurre). Par ailleurs, la production nationale marocaine en fruits, légumes frais ou conserves et produits de la mer satisfait les besoins du marché intérieur et dégage des excédents pour l'exportation.

2.3. Perspectives

La nouvelle donne alimentaire

79. La forte dépendance sur les importations, l'évolution rapide des modes de production et de transformation des denrées, l'internationalisation du commerce, notamment des produits agricoles et alimentaires, l'entrée relativement importante de produits alimentaires transformés, auparavant inexistantes sur les marchés, ont considérablement modifié les habitudes de consommation des produits alimentaires, créatrice d'exigences nouvelles.

80. Par ailleurs, depuis les crises de la vache folle, du poulet à la dioxine, la listériose et l'avènement des organismes génétiquement modifiés (OGMs) entre autres, on assiste à la naissance d'une société civile réclamant de plus en plus la qualité et la sécurité des aliments, la diversification et le respect de la biodiversité. Le consommateur accepte désormais de payer plus pour avoir la qualité et surtout la sécurité alimentaire, notamment en milieu urbain. Le contrôle des aliments dans tous les points de transit pour les aliments importés et la mise en place dans le cadre de la traçabilité, d'un système de trempabilité garantissant aux consommateurs l'origine de son alimentation à travers toutes les phases intermédiaires de transformation et de commercialisation sont parmi les mesures et actions à envisager dans ce contexte. A cet égard, certains pays de la sous-région ont déjà engagé des actions dans ce sens.

81. La société dans la sous-région a évolué sous l'effet de plusieurs facteurs dont la forte augmentation des femmes sur le marché du travail, la concentration des populations dans les villes, la baisse rapide du nombre de personnes par ménage et l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Tout ceci a par ailleurs contribué à des modifications de la demande alimentaire, laquelle s'oriente de plus en plus vers des produits élaborés et des préparations alimentaires et des plats cuisinés.

Les politiques alimentaires face à la libéralisation des échanges

82. Les approches et mesures pour réaliser la sécurité alimentaire sont évidemment propres à chaque pays. Néanmoins la stratégie demeure d'autant plus dépendante de

l'environnement international qui caractérise les relations économiques et les échanges commerciaux et les pays qui optent de plus en plus pour la libéralisation de leurs économies et à leur ouverture sur l'extérieur.

83. Des perspectives nouvelles et des opportunités s'offrent à la sous-région dans le nouvel environnement créé par la globalisation des échanges, les engagements pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les accords de création de libre échange conclu bilatéralement entre les pays de la sous-région ou avec d'autres pays tiers et internationalement, notamment avec l'Union européenne, et tous les changements en cours dans l'environnement extérieur de la sous-région.

84. La réduction des distorsions et des mesures protectionnistes génère de nouvelles opportunités pour l'agriculture nord-africaine en termes d'acquisition et de consolidation des avantages comparatifs dont les agriculteurs peuvent tirer un meilleur parti. Les accords mondiaux concernant l'agriculture peuvent également constituer une incitation à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité et par conséquent promouvoir l'exportation des produits agricoles.

85. Toutefois, l'avenir des exportations nord-africaines sur le marché européen se trouve compromis dans la mesure où, du fait des politiques protectionnistes, l'Union européenne est aujourd'hui autosuffisante sur pratiquement tous les produits que les pays de la sous-région exportent sur son marché. Par exemple 80% des besoins de l'Union européenne en tomates sont assurés par l'Espagne et les Pays bas. Pour la pomme de terre, les besoins de l'Europe sont couverts à hauteur de 90% par sa propre production. Et pour les olives en conserve, 55% de la consommation de l'Union européenne sont assurés par sa production.

86. Certains pays dont le Maroc, se trouvent également dans une situation de fragilité aggravée par la concurrence (pour certains produits) des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée en l'occurrence la Tunisie, l'Egypte, Israël et la Turquie. Une recherche d'autres débouchés s'impose par conséquent ainsi qu'une politique commerciale orientée de plus en plus vers la diversification en matières de produits agricoles.

Chapitre III. Le développement agricole durable: Choix stratégique pour la sécurité alimentaire en Afrique du Nord

87. Dans son chapitre 14, consacré au développement agricole et rural durable, l'Agenda 21 met en évidence le rôle important que joue l'agriculture dans l'accroissement de la production alimentaire et l'amélioration de la sécurité alimentaire. A cet égard, la priorité est accordée au maintien et à l'amélioration de la capacité des terres agricoles à fort potentiel de subvenir aux besoins d'une population croissante.

88. L'accent est également mis sur la promotion de technologies nouvelles appropriées, de manière à garantir une offre stable de denrées alimentaires d'une valeur nutritive adéquate accessible aux groupes vulnérables, et permettant une production commerciale. L'importance de l'appui et de la participation des populations rurales, des pouvoirs publics et du secteur privé ainsi que de la coopération internationale, y compris aux niveaux technique et scientifique au succès d'un développement agricole et rural durable a été notamment soulignée.

89. Face aux menaces que représentent pour les pays déficitaires les fluctuations souvent violentes des marchés internationaux des céréales et la libéralisation des échanges mondiaux, il est clair que la satisfaction de la demande alimentaire croissante doit être réalisée à partir des productions dans les pays eux-mêmes. Les importations à partir des pays occidentaux restera l'exception à la règle (notamment le blé, riz, maïs.). L'agriculture reste par conséquent un secteur important, notamment pour son rôle essentiel d'assurer un accroissement soutenu de la production alimentaire en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et de son rôle dans la protection de l'environnement notamment contre l'érosion. Elle représente également une source de revenus non seulement pour les travailleurs ruraux agricoles mais aussi pour ceux qui sont engagés dans des activités connexes (commerce, petites industries).

90. Le défi reste donc posé pour l'agriculture de la sous-région, celui d'accroître durablement la production en quantité et en qualité (produits alimentaires diversifiés, sains et de meilleure qualité) tout en protégeant l'environnement, en conservant les ressources naturelles, en s'adaptant aux changements climatiques et en tenant compte des tendances démographiques.

91. Dans le passé, les pays ont cherché à réduire les déficits alimentaires, surtout en renforçant le rôle de l'agriculture pour soutenir la production alimentaire. Mais les résultats n'étaient pas totalement satisfaisants et les pays continuaient à dépendre d'importations, surtout des céréales. La faible performance de l'agriculture dans la sous-région est attribuable à un certain nombre de facteurs dont notamment les conditions climatiques défavorables. Mais elle résulte aussi, dans une certaine mesure, d'une absence d'actions concrètes telle une allocation budgétaire accrue et un soutien politique plus fort en même temps qu'une protection effective de la base de ressource.

92. Récemment, les pays de la sous-région ont initié des réformes dans le secteur agricole, lesquelles ont abouti à des résultats positifs sur la consolidation de la sécurité alimentaire de la population. Dans l'ensemble des pays, ces réformes se sont traduites entre autres, par un désengagement de l'Etat des activités directement liées à la production se traduisant par une diminution des subventions publiques aux intrants agricoles (fertilisation, semences et

aliments de bétail), la libéralisation des prix, la réforme des institutions agricoles et la suppression du contrôle du prix de soutien aux producteurs.

93 En **Tunisie** le développement agricole est désormais fondé sur les lois du marché et le désengagement graduel des pouvoirs publics des fonctions de production, de la commercialisation, de la recherche, de la vulgarisation et de la formation. Les résultats au niveau de la production sont encourageants. Le taux de croissance du secteur agricole est estimé à environ 4,5% pour la décennie 1990-2000. La performance du secteur agricole se traduit notamment par une autosuffisance dans plusieurs produits alimentaires et une réduction du déficit pour les produits stratégiques, la réalisation d'un excédent à l'exportation pour certains produits et une amélioration du taux de couverture de la balance alimentaire qui a atteint une moyenne de 82,9% durant la période 1990-2000. Actuellement l'agriculture tunisienne doit faire face aux défis posés par l'ouverture totale sur les marchés extérieurs et la libéralisation complète du marché intérieur.

94. L'agriculture est un secteur important de l'économie **algérienne**. Elle participe à hauteur de 12% au PIB et emploie 25% de la population active. Mais c'est aussi le seul secteur à avoir connu une croissance soutenue (4% en moyenne annuelle) et une véritable libéralisation. On assiste aussi à un désengagement progressif de l'Etat lequel se limite désormais à apporter son assistance par des investissements structurants tels que l'électrification, la réalisation de voies de communication et le désenclavement. Lancé en juillet 2000 le Plan national de développement agricole (PNDA) a comme mission principale de développer les productions agricoles qui valorisent les potentialités du pays, de maîtriser les contraintes naturelles et préparer le secteur au nouveau contexte régional et international dans le but d'assurer une meilleure couverture de la consommation par la production nationale. Les producteurs se voient désormais confier le statut d'opérateurs économiques. L'agriculture est redevenue une opportunité d'accumulation rapide et un axe d'intérêt. Les investissements dans le secteur - de la part des algériens aussi bien que des étrangers - connaissent un engouement sans précédent. Les jeunes diplômés s'y lancent de plus en plus, amenant un changement du profil de l'agriculteur. La réforme du secteur agricole comprend entre autres la promotion de productions à avantages comparatifs avérés, ce qui implique une reconversion des cultures, céréales essentiellement, au profit de l'arboriculture, de la viticulture, de l'élevage, afin de concentrer la production de céréales dans les zones reconnues favorables.

95. Le secteur agricole **marocain** apparaît comme un secteur à faible productivité. Ceci résulte de la faiblesse des politiques agricoles et de la non pratique de méthodes culturales plus adaptées. A l'exception de quelques produits (tomates, canne à sucre, quelques fruits), le rythme annuel d'augmentation des rendements est resté inférieur à celui de la population. La stratégie du Maroc en matière de développement agricole tient compte de l'intégration du secteur agricole dans l'économie internationale, de la protection de l'environnement et de la sécurisation du potentiel de production, tout en accordant un intérêt particulier à la gestion de la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits. Elle est caractérisée également par un désengagement progressif de l'Etat pour les activités de production. A cet égard, les mesures gouvernementales sur le rééchelonnement des dettes des agriculteurs sur une période de 15 à 20 ans semblent être l'ultime opération à bénéficier du soutien financier de l'Etat. Cette opération qui a fait l'objet d'une convention entre le Gouvernement et la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) a pour objet d'alléger le surendettement des agriculteurs, de réhabiliter la culture de remboursement des crédits et de redresser la situation financière de la CNCA. Le Maroc s'est également

engagé dans des mesures importantes de libéralisation du marché intérieur dans les sous-secteurs des céréales, du sucre et des oléagineux.

96. Le secteur agricole de la **Mauritanie** (agriculture, élevage et pêche) concerne plus de la moitié de la population de la Mauritanie¹¹ et occupe près de 65% de la population active mais ne représente en moyenne que 21,22% du PIB. La production reste pour l'essentiel tributaire de la pluviométrie. La faiblesse des rendements constatés s'explique, au delà des facteurs liés à l'environnement, par la non maîtrise des technologies et des techniques agricoles inappropriées. La réalisation de la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de l'emploi rural et les revenus des éleveurs et agriculteurs, l'intégration du secteur agricole au marché national et international, la protection et la conservation des ressources naturelles pour un développement durable constituent les principaux volets de la stratégie de développement rural à l'horizon 2010 adopté par le Gouvernement mauritanien en 1998.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

97. Les pays de la sous-région manifestent un égal intérêt pour la question de la sécurité alimentaire considérée comme un facteur de stabilité sociale. A cet égard, ils ont fait de la couverture des besoins alimentaires de leurs populations, un des objectifs majeurs du développement social et économique. Ils ont par ailleurs reconnu la nécessité de placer la question de la sécurité alimentaire dans le contexte global du développement durable et à cet égard, ils ont pris conscience des problèmes de l'environnement et des risques de dégradation des ressources naturelles consécutives à des modes de production inappropriés.

98. Les pays de la sous-région présentent des différences dans les politiques, stratégies et activités menées en vue d'assurer la sécurité alimentaire. Mais leurs objectifs sont à bien des égards identiques, lesquels sont d'augmenter et de stabiliser la production agricole, limiter la dépendance extérieure et améliorer l'accès aux aliments des groupes vulnérables. En matière de développement agricole, les objectifs sont notamment de rendre le secteur agricole économiquement viable afin d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, accroître la quantité et la qualité de l'alimentation, augmenter les possibilités d'emploi, protéger les ressources naturelles et l'environnement.

99. Les acquis d'ordre économique et social qui ont une incidence sur la consolidation de la sécurité alimentaire du pays tiennent surtout pour une large part à des politiques cohérentes et intégrées axées vers la lutte contre la pauvreté qui limite l'accès à la nourriture et du fait de son impact sur les ressources naturelles et sur l'environnement, vers une gestion rationnelle des ressources disponibles, une augmentation de la production locale et la préservation de l'environnement.

¹¹ Document présenté à « l'Atelier maghrébin sur les relations entre les secteurs agricole et agroalimentaire ». Ministère du développement rural et de l'environnement. FAO. 24-25 octobre 2001. Nouakchott. Mauritanie. Baba Ould Boumeiss; Anne Mamoudou; Daffa Adama.

100. L'agriculture restera encore un secteur vital pour les économies nord africaines malgré les efforts de diversification, certes d'intensité diverse selon les pays. Mais la série de sécheresse, d'inondations et autres catastrophes naturels qu'a subi la sous-région met en exergue la fragilité et la vulnérabilité de la production agricole et la sécurité alimentaire face aux aléas climatiques. A ces phénomènes s'ajoutent également les défis de l'eau, ressource rare et aléatoire dans l'ensemble des pays de la sous-région, qui se poseront probablement au cours des prochaines années.

101. Des réajustements dans les politiques agricoles ont été opérées. Ainsi les pays dans leur majorité ont opté pour des choix économiques basés sur les avantages comparatifs et non plus sur l'impératif de l'autosuffisance. Ces réajustements s'inscrivent notamment dans le cadre de la restructuration et la libéralisation des économies, de l'ouverture sur les marchés extérieurs notamment à l'espace de libre échange économique euro-méditerranéen, de la privatisation des entreprises publiques et l'implication du secteur privé dans l'œuvre du développement et du désengagement de l'Etat. Mais malgré les réformes et les efforts d'investissements dans le secteur agricole, les pays de la sous-région, dans leur ensemble, resteront structurellement déficitaires dans les produits agricoles de base.

102. Toutefois, dans la sous-région, il existe encore des potentialités qui peuvent être exploitées au niveau de la production locale, dans la mesure où les rendements des cultures et des élevages ont un niveau assez bas par rapport aux autres pays et que la productivité potentielle serait également très en deçà de celle des pays tempérés beaucoup plus compétitifs et qui disposent chaque année de très importants excédents de production. L'intensification de l'agriculture pourrait donc être un moyen pour relever le défi de la sécurité alimentaire sous-régionale par une augmentation substantielle de la production agricole et alimentaire, ce qui pourrait compenser les importations alimentaires dont la facture s'alourdit de plus en plus, surtout en cas de sécheresse.

Recommandations

103. Les recommandations qui suivent sont formulées en tenant compte des acquis en matière de consolidation de la sécurité alimentaire et de développement durable des pays de la sous-région. Elles prennent aussi en considération les différences dans les degrés de développement économique et social, et les problèmes environnementaux qui existent dans les pays de la sous-région ainsi que le nouvel environnement mondial créé par la globalisation des échanges, des accords d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des accords de libre échange et de partenariat avec les pays de la sous région et des pays tiers.

104. Les recommandations sont orientées de sorte à harmoniser les prescriptions des divers programmes nationaux en matière de sécurité alimentaire et à stimuler le commerce intra-africain et intra-régional des produits agricoles notamment par l'harmonisation des mesures commerciales, phyto ou zoo sanitaire entre les pays et l'accélération de la mise en application des accords déjà établis.

105. ***Recommandations d'ordre général***

A. Sur le plan agricole

- i) Identifier les domaines d'activités où la valeur ajoutée est la plus élevée, la croissance de la productivité plus rapide et l'élasticité de la demande sur le marché mondial plus grande;
- ii) Accroître la productivité de l'agriculture (comme une composante essentielle d'une stratégie plus globale pour la réduction de la pauvreté et consolider la sécurité alimentaire au niveau national) pour la rendre compétitive. Pour cela l'accent devra être mis sur l'accroissement des investissements publics et privés dans la recherche et l'infrastructure agricole aussi bien que dans l'amélioration des compétences des paysans et leur accès au crédit;
- iii) Adopter de technologies nouvelles adaptées ou appropriées aux conditions naturelles des différentes régions pour accroître les rendements de façon durable et préserver l'environnement.

B. Sur le plan de la recherche

- i) Identifier des programmes de recherche, établir des priorités et promouvoir la recherche agricole dans la résolution des problèmes de la sécurité alimentaire et de la pauvreté à l'échelle nationale;
- ii) Inclure dans les programmes de recherche les perspectives sociales et culturelles associées avec l'agriculture et la sécurité alimentaire pour comprendre le comportement des ménages et les facteurs qui l'influencent.

C. Au niveau de la coopération sous-régionale et le partenariat

- i) Accélérer l'intégration des marchés maghrébins qui font déjà l'objet d'accords;
- ii) Harmoniser et coordonner les politiques commerciales dans le but notamment d'éviter les conflits éventuels suite à la concurrence en matière d'exportations de produits alimentaires;
- iii) Concernant la gestion des aléas climatiques, instaurer un partenariat réel et dynamique entre les secteurs public et privé et en favorisant la participation des populations locales vivant dans les zones touchées;
- iv) Sur le plan de la sécurité des aliments, mettre en place des actions et dispositifs efficaces (des mesures ou législations pour le contrôle à tous les points de transit) au niveau sous-régional, en vue de protéger les consommateurs et aussi les animaux.

106. *Recommandations spécifiques*

- i) Entreprendre une étude sur les possibilités d'établir des programmes conjoints de sécurité alimentaire en Afrique du Nord dans des domaines spécifiques telles les ressources en eau, la science et technologie en général et la biotechnologie en particulier;
- ii) Entreprendre une étude sur les coûts, les avantages et les risques potentiels que présentent les biotechnologies dans leur rôle en vue d'accroître les disponibilités, la diversité et la qualité des produits alimentaires.

Références

1. République tunisienne. Document de position nationale sur la situation de la sécurité alimentaire en Tunisie. Sommet Mondial de l'alimentation. Novembre 1996.
2. Yadh ZAHAR. Sécheresse 2001 ; 12(2) : 103-10 : Maîtrise de la croissance démographique, gestion économique de l'eau et sécurité alimentaire. Quelles perspectives futures en Tunisie ?
3. Marwane Ben Yamed, envoyé spécial dans J.A. L'Intelligent . No 2100 du 10 au 16 avril 2001.
4. Slimane Bedrani. Etude sur le secteur agricole en Algérie. FAO, juin 1999.
5. UMA. Etudes de la FAO élaborées sur la base des projets nationaux de stratégies pour le développement agricole. Stratégie régionale pour le développement agricole et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'UMA. Version Deux. Rome, Août 1999.
6. UMA. Rapport de la dixième session du Comité ministériel de l'UMA sur la sécurité alimentaire. Rabat, 6 - 7 février 2001.
7. CEA. Transformer les économies africaines. Vue d'ensemble. 2001